

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^o année, n^o 170

Du 9 au 15 mai 1986

POLITIQUE

L'URNG : La méfiance envers le gouvernement augmente
Esquipulas utilisée pour exercer des pressions sur le Nicaragua
PGT : le pouvoir militaire limite le projet démocrate-chrétien
Désaccords entre gouvernement et IP menacent la concertation
La réforme agraire rejetée par le gouvernement
Cerezo recommande d'oublier le passé
Les Chefs d'entreprises américains décorent Cerezo
Les critiques du parti minimisées
Les militaires violent la liberté de la presse

CONTRE-INSURRECTION

Les réfugiés retourneront dans les pôles de développement

INSURRECTION

Les insurgés attaquent un détachement militaire
L'ORPA demande le respect de la Convention de Genève

MOUVEMENT POPULAIRE

Les ouvriers marchent jusqu'à la capitale

SITUATION SOCIALE

Une alarmante mortalité infantile

DROITS DE L'HOMME

Assassinat de 20 personnes en 24 heures
La vague de violence perdure
Un dirigeant humanitaire dénonce les intimidations
Menace de mort pour un dirigeant estudiantin

4^o P. 12315

POLITIQUE

L'URNG : LA MEFIANCE ENVERS LE GOUVERNEMENT AUGMENTE

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque signalait, dans une déclaration diffusée le 8 mai, que le manque de mesures efficaces et concrètes permettant de résoudre la situation critique du Guatemala, dont est responsable le Président Vinicio Cerezo ne fait qu'accroître la méfiance du peuple guatémaltèque envers le projet du gouvernement démocrate-chrétien. Face aux continuelles revendications de la population confrontée à la montée de la crise et de la tension sociale, signale toujours l'URNG, le gouvernement a répondu par une augmentation graduelle de la répression dans les villes et à la campagne et par le réarmement accéléré de l'Armée. Ceci étant, les révolutionnaires guatémaltèques exigent que Cerezo restructure les appareils de sécurité en fonction des intérêts nationaux et populaires, qu'il élimine les bandes para-militaires et les armées particulières, qu'il châtie les responsables des violations des Droits de l'Homme, qu'il dissolve les Patrouilles Civiles et les villages modèles et qu'il rétablisse le plein droit d'association dans les campagnes.

ESQUIPULAS UTILISEE POUR EXERCER DES PRESSIONS SUR LE NICARAGUA

Le 9 mai, une analyse de l'Agence Latino-américaine des Services Spéciaux d'Information -ALASEI- indiquait que le sommet présidentiel qui se tiendrait à Esquipulas les 24 et 25 mai, au Guatemala, à l'initiative du gouvernement guatémaltèque, court le risque de devenir un moyen de pression contre le Nicaragua pour que ce dernier abandonne les conditions qu'il a formulées eu égard à l'Acte de Paix de Contadora. Selon l'ALASEI, la récente visite de l'envoyé spécial de Reagan pour l'Amérique centrale, Philip Habib, avait pour but de convaincre le Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Mario Quinonez, de ce que les Etats-Unis et son gouvernement mettraient un terme à leur appui aux contras nicaraguéens dès le moment où les sandinistes signent l'Acte de Paix.

PGT : LE POUVOIR MILITAIRE LIMITE LE PROJET DEMOCRATE-CHRETIEN

Le 10 mai, un communiqué émis conjointement par le Comité Central et le Noyau de Direction Nationale du Parti Guatémaltèque du Travail -PGT- affirme que la présence d'un pouvoir militaire répressif marque les limites du gouvernement démocrate-chrétien. La Plateforme Conjointe, qui épaula les demandes rendues publiques en février dernier par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG-, présente comme points principaux : la pleine liberté d'organisation, le châtiement des responsables de crimes contre le peuple, le développement économique indépendant, le non paiement de la dette extérieure et une paix juste et véritable pour l'Amérique Centrale.

DESACCORDS ENTRE GOUVERNEMENT ET IP MENACENT LA CONCERTATION

Le 8 mai, de nouveaux affrontements verbaux entre le gouvernement et l'Initiative Privée ont eu lieu après que le gouvernement ait décidé d'augmenter de 7% l'impôt sur les bénéfices supplémentaires des exportateurs agricoles. Des porte-parole du Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF- et de l'Union Nationale des Agriculteurs et des Eleveurs -UNAGRO- ont qualifié cette mesure de "coup de poignard dans le dos" et ils prévoient que cette dernière aura pour conséquence un chômage en hausse, une réduction des exportations et une montée dans l'évasion fiscale. Le 7 mai, le Congrès approuvait cinq des six décrets du plan de réaménagement économique et social du gouvernement démocrate-chrétien et marquait son accord pour faire passer ledit impôt de 33 à 40%.

LA REFORME AGRAIRE REJETEE PAR LE GOUVERNEMENT

Le 7 mai, le Président Vinicio Cerezo rejetait la possibilité pour son gou-

vernement de mener à bien une réforme agraire afin de résoudre le problème de la concentration excessive de la terre au Guatemala. Cerezo donnait cette indication alors qu'on l'interrogeait sur la façon dont son gouvernement allait procéder pour résoudre le problème de la demande de terres provenant de plus de 16 000 paysans qui, le 2 mai, arrivaient dans la capitale de Guatemala afin d'exiger des solutions à ce problème. Les dirigeants des milieux des entreprises ont exprimé leur confiance en la décision que le Président prendra et qui ne sera pas d'adopter des mesures qui touchent les grands latifundios de la côte sud du pays.

CEREZO RECOMMANDE D'OUBLIER LE PASSE

Le 9 mai, le Président Vinicio Cerezo recommandait d'oublier le passé et de chercher la concertation entre les divers secteurs de la société guatémaltèque, au cours d'une entrevue organisée à son retour du Costa Rica, où il avait assisté à l'entrée en fonction de son homologue Oscar Arias. Cerezo déclarait que "le plus important était d'oublier les erreurs du passé et de reconstruire le pays", en faisant référence aux demandes du Groupe d'Appui Mutuel, le GAM, qui lutte pour que réapparaissent en vie les milliers de détenus et disparus du fait des forces de sécurité gouvernementales au cours de ces six dernières années.

LES CHEFS D'ENTREPRISES AMERICAINS DECORENT CEREZO

Le 9 mai, le Ministère des Relations Extérieures faisait savoir officiellement que la Société des Amériques, composée d'importants chefs d'entreprises américains, avait octroyé au Président Vinicio Cerezo, la décoration "Insigne d'Or". Cette décoration sera remise au mandataire guatémaltèque au cours d'une réunion qui doit se tenir en juin prochain dans la ville de New York.

LES CRITIQUES DU PARTI MINIMISEES

Le 7 mai, le Secrétaire Général du Parti au pouvoir, démocrate-chrétien, et Président du Congrès, Alfonso Cabrera, minimisait les critiques exprimées au cours des précédents jours sur la gestion gouvernementale par les députés suppléants de ce parti. Cabrera a fait approuver un règlement d'ordre interne qui permettra aux députés suppléants de participer comme auditeurs aux commissions de travail du Congrès.

LES MILITAIRES VIOLENT LA LIBERTE DE LA PRESSE

Le 10 mai, les milieux journalistiques locaux dénonçaient le fait que les Autorités militaires de l'aéroport international "La Aurora" empêchent les journalistes d'exercer leur profession et ceci est en violation directe de la liberté de presse. L'aéroport a été militarisé aux environs de la mi-1985 sur ordres du gouvernement de facto du Général Oscar Mejia Victores, sans pour autant que cette situation ait été modifiée lors du passage au gouvernement civil.

CONTRE-INSURRECTION

LES REFUGIES RETOURNERONT DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT

Le 9 mai, le directeur des Relations Publiques des forces armées, le Capitaine Fernando Cifuentes signalait que les réfugiés se trouvant au Mexique et désirant revenir au Guatemala seront incorporés aux Pôles de Développement organisés par l'Armée guatémaltèque. Le Ministre du Développement, René de León, précisait que les Pôles de Développement seront transformés en villages dans le cadre du programme de développement communautaire prôné par le gouvernement.

INSURRECTION

LES INSURGES ATTAQUENT UN DETACHEMENT MILITAIRE

Le 8 mai, des unités de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- attaquaient un détachement militaire dans la propriété El Porvenir, à San Lucas Tolimán, dans le département central de Sololá, occasionnant de la sorte 26 pertes à l'Armée régulière. L'ORPA dénonçait le fait que depuis le mois d'avril dernier, l'Armée avait procédé à des incendies de forêts dans cette région du pays et ceci dans le cadre de la nouvelle ligne contre-insurrectionnelle prônée par le Ministre de la Défense actuel, le Général Jaime Hernández.

ORPA DEMANDE LE RESPECT DE LA CONVENTION DE GENEVE

Le 13 mai, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- demandait au gouvernement du Président Vinicio Cerezo le respect de la Convention de Genève sur le traitement humanitaire des prisonniers de guerre. Cette demande a vu le jour après qu'un combattant ait été blessé et capturé par l'Armée, le 9 mai dans le département occidental de San Marcos. Le communiqué de l'ORPA fait savoir qu'au cours des affrontements qui eurent lieu entre les insurgés et les forces gouvernementales ce même jour, dans la région du volcan Tajumulco, l'Armée a souffert 13 pertes. Ces nouvelles pertes font passer le nombre total des pertes occasionnées à l'Armée à 103 depuis la mi-avril dernier.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES OUVRIERS MARCHENT JUSQU'A LA CAPITALE

Le 7 mai, plus d'une centaine de travailleurs de l'Entreprise d'Etat Celluloses de Guatemala S.A. -CELGUSA-, située dans la municipalité El Rancho, dans le département El Progreso, entamaient une marche de 80 kilomètres jusqu'à la capitale du pays afin de demander des solutions à leurs problèmes de travail.

Les ouvriers exigent le paiement des salaires non perçus et des prestations et qu'aucune mesure de représaille ne soit prise contre le mouvement, c'est pourquoi ils ont demandé la médiation de l'Archevêque Próspero Penados del Barrio.

SITUATION SOCIALE

UNE ALARMANTE MORTALITE INFANTILE

Le 9 mai, le Dr. William Vargas, fonctionnaire de la Santé au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance -UNICEF- déclarait que "chaque heure qui s'écoule voit les cadavres de quatre enfants guatémaltèques attendre leur sépulture".

Vargas a signalé qu'au moins un enfant sur huit aurait pu être sauvé de la mort s'il avait été vacciné contre cinq maladies infectieuses et contagieuses et qui peuvent être prévenues par le vaccin : la rougeole, la poliomyélite, le tétanos, la diphtérie et la coqueluche.

Ce médecin a précisé que la majorité des décès ont pour cause, outre les maladies sus-mentionnées, la diarrhée, les difficultés respiratoires graves et les problèmes afférents à l'accouchement.

DROITS DE L'HOMME

ASSASSINAT DE 20 PERSONNES EN 24 HEURES

Le 7 mai, la délégation pour la capitale de la Commission des Droits de l'Homme de Guatemala -CDHG- signalait que 20 personnes avaient été exécutées extra-judiciairement en un laps de temps n'excédant pas 24 heures dans

diverses régions du pays.

Le rapport indique que 15 paysans ont été assassinés, dont 4 dans la municipalité Fray Bartolomé de las Casas, dans le département septentrional de Alta Verapaz. Le professeur d'université, Tomas Ac Dom et quatre autres personnes non identifiées ont été assassinés dans la ville capitale.

LA VAGUE DE VIOLENCE PERDURE

Le 12, les milieux de presse et les organismes de secours ont indiqué que neuf personnes avaient été assassinées, une avait été arrêtée et avait disparu et quatre autres avaient été blessées au cours d'actions attribuées aux forces de sécurité gouvernementales entre le 10 et le 11 mai. Trois agriculteurs ont été abattus à la mitrailleuse dans les départements de Alta Verapaz et Quiché. En ce qui concerne la ville de Guatemala les cadavres, criblés de balles et torturés de Pedro Lobos Xanté et Rafael Garcia Alvarez ont été retrouvés, de même que celui de l'enfant Byron Rolando Gómez et de quatre autres personnes non identifiées.

UN DIRIGEANT HUMANITAIRE DENONCE LES INTIMIDATIONS

Le 10 mai, le principal dirigeant du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- composé des proches des disparus et détenus, Nineth Montenegro, dénonçait le fait qu'elle avait été victime d'actes "d'intimidations psychologiques" par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales. Elle s'est dès lors tournée vers le président Vinicio Cerezo pour lui demander des garanties pour sa vie, son intégrité ainsi que celles des autres membres du GAM. La dirigeante a signalé que le GAM s'était joint au groupe "Action Permanente pour la Paix", organisation pacifiste dont le siège se trouve à Chicago, aux Etats-Unis.

MENACE DE MORT POUR UN DIRIGEANT ESTUDIANTIN

Le président de l'Association des Etudiants de l'Institut National pour Garçons d'Occident -INVO-, Mauricio Cojulum, enlevé par les forces de sécurité le 7 mai dernier, a été abandonné six jours plus tard après avoir été brutalement frappé, drogué et menacé de mort s'il restait au pays ou s'il ne mettait pas un terme à ses activités d'organisation. Ces propos ont été dénoncés par la victime elle-même, le 13 mai. Cojulum a dirigé, dans le cadre de sa fonction de président, un mouvement de grève afin que soient entendues les revendications estudiantines du groupe, situé dans la ville de Quetzaltenango.